

# LE CANARD

5F de nantes à brest

## PLOGOFF-PC SOUS HAUTE TENSION

Amélie Kerloc'h  
et Michel Mazéas  
s'expliquent





# POLITIKES D'OWIENS-T-BRETON ?



Avec son livre sur «Les origines de la Bretagne» Léon Flauriot dérange les certitudes acquises et les idées reçues.

Il y a deux ans, Léon Flauriot a publié un livre qui a provoqué dans quelques milieux spécialisés, de la synthèse du professeur Léon Flauriot sur la très partie des origines de la Bretagne (jusqu'en 763). Aujourd'hui, on peut se procurer l'ouvrage du linguiste de l'Université de Haute-Bretagne en de nombreux points de vente et c'est heureux (1). De fait, le problème des origines a toujours été un point épineux de l'histoire de Bretagne, chaque élite ayant voulu de support à un combat politique magnifiant l'originalité bretonne en la mer. En schématisant, on peut dire que les historiens traditionnels du mouvement breton, en s'appuyant sur les travaux réalisés par Joseph Loth à la fin du siècle dernier (2) et repris par la Bordère, voient dans les Bretons du VIème siècle un peuple fier, peu romainisé, puisant militairement, se lance à la conquête d'une Armorique pauvre, dépeuplée où ne vivent que de rares indigènes largement romanisés.

Léon Flauriot admet certaines observations de son prédécesseur, comme le maintien du celte continental en Armorique. Au plan linguistique, les savants, les historiens nationalistes français et les régionalistes, voient dans les Bretons des réfugiés chassés par les Saxons à qui le rû franc accorde généralement assés dans une Armorique totalement romanisée, christianisée et bien intégrée dans l'Empire romain. Ingré, est intégrés se révoient ensuite contre leur protecteur franc, alors que la Bretagne armoricaine aurait fait partie de droit du futur Royaume de France. On voit que la première vision légitime le droit des Bretons à constituer un état indépendant alors que la seconde en fait une fidèle. Les deux écoles historiques en tirent des conclusions relatives au caractère breton ou indochalonnais français de la Bretagne contemporaine. La seconde thèse allait trouver des fondements sérieux dans les travaux du chanoine Fal'hun, notamment l'histoire de la langue bretonne d'après la géographie linguistique (1961), rédigée en 1963 et en 1977. En début d'ouvrage, l'auteur précise que sa table, ce sont tous les nationalismes régionaux (qui cherchent leur justification dans l'histoire), il vise en particulier les conceptions

de Loth sur l'émigration bretonne, qui peuvent fonder un nationalisme breton. Il affirme, à partir d'études toponymiques, la persistance de la langue gauloise en Bretagne armoricaine au moment de l'invasion bretonne (VIème siècle), qui n'aurait pas touché le pays de Vannes ; le dialecte vannetais serait dû à l'infusion du roman sur le gaulois, les autres dialectes étant aux ordres largement gaulois. La limite entre le bretonne romain serait en fait le résultat ultime du recul militaire de la langue celte face au Latin. La Bretagne serait donc, en quelque sorte, l'une des plus égalitaires des provinces françaises.

Léon Flauriot admet certaines observations de son prédécesseur, comme le maintien du celte continental en Armorique. Au plan linguistique, les savants, les historiens nationalistes français et les régionalistes, voient dans les Bretons des réfugiés chassés par les Saxons à qui le rû franc accorde généralement assés dans une Armorique totalement romanisée, christianisée et bien intégrée dans l'Empire romain. Ingré, est intégrés se révoient ensuite contre leur protecteur franc, alors que la Bretagne armoricaine aurait fait partie de droit du futur Royaume de France. On voit que la première vision légitime le droit des Bretons à constituer un état indépendant alors que la seconde en fait une fidèle. Les deux écoles historiques en tirent des conclusions relatives au caractère breton ou indochalonnais français de la Bretagne contemporaine. La seconde thèse allait trouver des fondements sérieux dans les travaux du chanoine Fal'hun, notamment l'histoire de la langue bretonne d'après la géographie linguistique (1961), rédigée en 1963 et en 1977. En début d'ouvrage, l'auteur précise que sa table, ce sont tous les nationalismes régionaux (qui cherchent leur justification dans l'histoire), il vise en particulier les conceptions

Cette préface prolonge des Bretons sur le continent s'est

traduite dans le vocabulaire par les adjectifs bretonne, bretonne (propre à leur fief).

Brettes (l'architecture militaire), et les noms de lieux tels Breton et Vieux-Bretonne. Les Bretons n'ont donc en aucun cas été des envahisseurs et plus tard, les 3 principautés bretonnes armoricaines ne se sont jamais affrontées militairement. Les chefs locaux, appelé «comtes», sont appelés après par les Bretons : «Il voulait être roi plus tard». Vers 487, «des Francs n'étaient pas arrivés à l'Armorique, en 1046 encore, Alain III était encore appelé roi, ce qui détruit le mythe d'antériorité du royaume de France véhiculé par les historiens nationalistes français tel Fernand Lot. La persistance du dynamisme breton est illustrée au moment de la conquête de l'An-

gletère, par la présence aux côtés de Guillaume le Conquérant, de nombreux Bretons (1). Et de ses troupes qui croyaient chasser les Saxons envahisseurs I. Dink, selon M. Flauriot, l'arrivée des Bretons n'a pas touché les relations avec Rome, au contraire. Elle a concerné l'Armorique, et aussi tout le littoral de la Manche, du moins au début.

Le livre, hormis quelques citations latines, ne s'adresse pas qu'aux spécialistes ; il compile et renouvelle nos connaissances en intégrant les données de l'archéologie, de la toponymie, des vies de saints, de la linguistique et en faisant appel à de nombreuses ressources extra-bretonnes.

Les thèses simplistes et schématisées surant armées de la lecture de l'ouvrage mais de

répugnent également. Cela se signifie pas que nous acceptons sans réflexion, votre opinion, l'analyse nationaliste de la droite française que nous propose Bouazig. Une droite traditionnelle que les éditions Hallier défient sans vergogne ! Bouazig se voit répliquer mais refuse le rû Giscard. Il se proclame catholique et regrette la laïcité de l'Etat. Il se fonde des principes démocratiques, égalitaires et annonce que la justice est l'essence de toute société. Il déplore l'émancipation des femmes et se voit la loi l'avancement qu'il réduit à un signe de morbidity de son Fouquier.

Incontestablement Bouazig renoue avec la tradition paupériste de droite. Le mot, même pris, en justice. La phrase est harmonieuse, impeccable. Le texte regorge de citations latines, réminiscence de bretonne de moue selon pie x, ou z. Car l'œuvre s'adresse aux honnêtes gens. Pas aux cons dont nous sommes... avec plaisir !

André Guivonen  
Précis de Fouquier. Centre Giscard  
Pierre Bouazig  
Ed. Hallier/Habib, 1980, 219 p.

# POLITIKES

## PROPE MAB... POUR ETRE HONNETE

Que sont devenues les planches à voiles achetées avec l'argent de l'établissement public régional?

**C**ELUI qui est inventé l'expression «Pro-Mab pour être honnête» les savants à quel point la savent ? La société avait démissionné cruellement il y a un million de francs tout ce qui offrait chaque année l'établissement public régional. Avec cette somme elle s'achète des planches à voiles, des voiliers, des voitures (valeur 100) et prétendait avec cela assurer la promotion des pêcheurs bretonnes à l'étranger. Activité un peu fulgurante. Mais la réalité conservatrice des assemblées régionales lui faisait une confiance à peu près aveugle. L'opposition se matérialise un peu mais sans plus. Et Henri Oubier, secrétaire du conseil local des pêcheurs et responsable C.F.D., se souvient qu'il était un peu seul au Conseil économique et social à soutenir que Pro-Mab, c'était du vent.

Société de droit privé, cette agence de publicité du poisson breton n'a vécu que trois ans. La Fonds Régional d'organisation du marché (F.R.O.M.) qui regroupait les organisations de producteurs de la pêche industrielle et semi-industrielle, y détenait 95 % de 100 000 F de capital social et les moyens considérables de la flotte. Pour faire sérieux elle s'était investie un lot d'achat (3) histoire de la Bretagne et des pays celtiques à 2000 parcs Skid-Viech jusqu'en 1984.

Le livre, hormis quelques citations latines, ne s'adresse pas qu'aux spécialistes ; il compile et renouvelle nos connaissances en intégrant les données de l'archéologie, de la toponymie, des vies de saints, de la linguistique et en faisant appel à de nombreuses ressources extra-bretonnes.

Les thèses simplistes et schématisées surant armées de la lecture de l'ouvrage mais de

## à propos de la suspension de «Libé»

private joke

par Jean Guisnel

**P**OURQUOI ? «Libé», un journal que chacun s'accoutumait à trouver vivant, pas si mal fait, souvent indispensable, bou d'air et d'eau fraîche... Pourquoi avoir rayé huit ans d'histoire collective, huit ans d'expériences inventives et sulfureuses, jamais banales ? Avec moi-même-nous autres membres de l'équipe, j'ai voté la mort de ce «Libé». Inscrits à l'Assemblée... Depuis des semaines, depuis des mois, sans que cela apparaisse à l'extérieur, «Libé» était en crise. «Crisis de croissance». «On l'avait prévu» tout entière, cessation provisoire de la parution et nouvelles embassades de journalistes chargés de réaliser un autre «Libé»... Quelques cris, discussions passionnantes, grande dignité. Philippe Givi, un des fondateurs du journal, a fait face tout seul ; il acceptait toutes les propositions de juillet sans la suspension de la parution. Il a eu neuf fois.

Aujourd'hui, une seule chose se dit, ce n'est pas le même «Libé» qui reparaitra dans quelques semaines. Faut-il s'en plaindre ? La jeune histoire du journal indique assez que ses évolutions et ses transformations, les bonnes et les mauvaises, sont toutes des choses douloureuses et de ruptures brutales... Pour ma part, membre de l'équipe depuis ses débuts, je fais le mal dans l'incompréhension, en sachant que, à l'avenir, nous aurons reconstruit la direction d'un autre journal. Elle a été reconstruite dans son projet de reconstruction, peut-être à cause de nous tous qui laissons courir... Et puis, ça va.

plus regardants ?

Naturellement le préfet de Région, Jean Périot, à la ce rapport. On comprend des raisons morales pourqu'il a, à la fin de la dernière session des assemblées régionales, demandé aux élus d'y regarder à deux fois avant de donner de l'argent à Pro-Mab. Cette nouvelle société veut occuper le vide laissé par Pro-Mab. Elle reprend notamment son label «Pro-Mab». Sera-t-elle plus sérieuse ? Cela rest à voir.

Mais ne révois pas. Il n'est pas si difficile d'être déçu. Le Conseil économique et social saient beaucoup plus rigoureux dans leurs questions de finances publiques. Après tout, à cette même et récente session, ils ont voté le principe d'un crédit à l'association «Romer qui, elle, prétend assurer la promotion des technologies marines. Le fait qu'elle soit châtournée par un député, le R.F.R. Guéden, ne garantit pas que son projet soit beaucoup plus sérieux. Au contraire, Pro-Mab aussi avait ses feux.



Le Préfet à son tour



# RADAR

La gendarmerie des Côtes-du-Nord a fait le bilan de ses activités pour l'année passée. Au chapitre des infractions, l'exode de vitesses vient en seconde position. 6 645 conducteurs se sont fait pincer par la maudite petite boîte grise. Qu'ils se consolent en faisant un second chiffre. Les gendarmes ont consacré 19 645 heures, soit près de 3 heures par infraction pour les contrôles de vitesse en question. Et encore il s'agit peut-être du temps de fonctionnement des radars auquel cas il faut multiplier par quatre le nombre d'heures perdus consacrés à cette tâche. L'opinion n'est même plus rentable financièrement...

# ILLEGAL

Rien ne pouvait laisser supposer à un spectateur non averti que les personnes Muriel vendredi dernier dans un appartement cossu du centre de Rennes enfreignant la loi et se mettaient de fait dans l'illégalité. Tout le monde tirait plutôt de la réception bon chic, bon genre champagne et bon vin, échangeant courtes et piques. Mais si plus d'une trentaine de personnes s'étaient retrouvées ce jour-là, ce n'était pas pour organiser un tournoi de bridge. Loin de là. C'était pour apporter leur soutien à trois inconnus, ou plus précisément à trois objectifs OP 20 auxquels le statut d'objectif de conscience a été réservé.

Ils sont aujourd'hui en France plus d'une cinquantaine à se retrouver en condition d'insoumis, alors que jusqu'à juillet dernier 500 demandes identiques ont été acceptées. Ils risquent pour cela deux ans de prison. «Un assésé à un changement de tactique. On a de moins en moins de droits à l'obéissance, même en ce qui concerne ceux qui font des demandes individuelles. La lutte se situe à présent sur le terrain politique précise l'un d'eux.

C'est dans ce contexte que cette réunion s'est tenue. La présence de quelques responsables dont Jacques et Simone de Bolloré, Michel Philippot, Alain Ruelan (président de l'OSCR), Malo Louan, a donné un caractère spectaculaire à l'événement. En effet, de fait ces personnes ont accepté de transgresser l'article 128 du



Une vue globalement positive du candidat les-breton Olivier Lassoquin

code de Service National et sont susceptibles d'être poursuivis.

Par ce geste public, ils comptent attirer l'attention sur la situation intolérable faite aux OP 20 et leur apporter leur soutien effectif. Jusqu'à présent, des actions identiques n'ont pas provoqué de poursuites à l'encontre des personnes ayant transgressé l'article 128. Donc, d'un côté une loi qui doit rester secrète, de l'autre des infractions qui ne connaissent pas de suite. Pourtant Alain Ruelan a été clair à ce sujet. «Je suis venu pour effectuer un acte d'insoumission. La justice en tiendra-t-elle compte ou fera-t-elle encore la sourde oreille ? A suivre.

# ROCARD

Pour l'instant, Michel Rocard fait une campagne réservée en faveur de Mitterrand. Pas de grands meetings. La semaine dernière en Bretagne il a passé plus de temps à rencontrer les militants qu'à battre les planches des estrades électorales. Partout il a dit à ceux qui n'en finissent de le préférer à François Mitterrand : «N'avez pas d'état d'âme, moi je n'ai pas de regrets. Il a même assuré que le candidat du parti socialiste peut l'emporter. «Ce sera difficile» a-t-il aussitôt précisé mais c'est possible.

Encourageant mais pas très emballé l'auditeur cédait l'autorité dernier sur le plateau de départ. Il entre dans cette campagne qui n'est pas tout à fait la sienne en traçant les pieds. La raison commande mais le cœur y est pas. Et si en public il n'en laisse trop rien voir, en réunion de militants il ne se prive pas de tendre en coups de patte, les crocs en jambe qui font mis hors course dans ce grand prix de l'Élysée.

# CHIEN

«Je veux avoir mon nom dans le journal officiel. Voilà le diable qui exerce Olivier Lassoquin en titre d'un appel qui nous a adressé. «Petit candidat» petit Breton (ex François Mitterrand) révoqué de l'administration chassé de sa famille, chômeur non indemnisé, je ne permets encore d'appeler au sens chique de mes compatriotes. écrit cet ancien fonctionnaire des affaires culturelles, fondateur du «Congrès Mondial des Bretons Dispersés», du «Dix-Mars Lebesque» et de l'Académie «Jack Kérouac», toutes choses avec lesquelles il a fait quelque temps joujou et flouac. Maintenant il est candidat à l'Élysée. Si, si !

Les cinq cents signatures ? Ce n'est pas un problème pour lui. Il en demande juste une, une seule, celle qui lui ouvrirait les colonnes du Journal officiel, car le nom de tous les parains et donc des parains publiés. Il y tient à cette citation. «C'est un vieux adage. «A cette fin j'ajoute de plus en plus intérieurement au plein bourg de Lannilis» il chône sans indemnité dans cette commune de Finistère, et il y travaille au noir, si l'on en croit sa plaque, comme évoyant professionnellement et écrivain public. «J'ajoute le poste, j'ajoute pour dire aussi que je n'ai jamais aboyé avec les fous. J'ajoute en définitive pour avoir la vocation du maire de Brest. En effet. Le «Bleu le maître de Brest» a un chien Micky qui est grand cousin avec Bobby non malheur ami, le chien de mon oncle Jean Simon qui m'a prêté ma permanence. Avec la complicité de Bobby l'embaie de kidnapping le Micky et de demander en échange de l'ajout de la signature (vouché) / de son maître, le maire de Brest. Nom d'un chien.

# AVENIR

«Nous ne sommes plus au temps de l'avantissement, nous entrans dans le temps du déclinisme. Ces fortes paroles que l'on lira certainement un jour dans les manuels d'histoire, ont été prononcées par Maurice Duon. Cet esprit brillant qui a managé de son sang le ministère de la culture (rappelez-vous la sébile et le cocktail-motiv) présentait la semaine dernière son livre «Attention la France !» au club de la presse à Rennes. Il venait surtout pour soutenir Michel Debret, le candidat le plus apte pour tenir le gouvernement du pays. Voilà qui explique ses sombres présages qui quant à l'avent.

# SUITE

La partition en feuilleton du roman de Michel Renouard «Le chant des deux» avait été brutalement interrompue dans Ouest-France en décembre dernier (canard du 8 janvier). Il ne cadrait pas avec les exigences morales du directeur du journal. Le 21 février s'est enfin décidé à s'en excuser. «Le Chant des deux... n'a pu être publié dans nos colonnes dans son texte intégral. Nous nous en excusons auprès de son auteur et de nos lecteurs. Dans trois mois il se décidera peut-être à expliquer pourquoi. (A suivre)



Rocard avec le maire de Rennes et celui de St Malo



«Si la Bretagne se porte bien, la France doit bien se porter. C'est une très ancienne maxime de Jacques Chirac et confiante à la méditation des Lannilissiens samedi dernier. Si elle ne vous inspire pas et voit une autre maxime, vous pouvez les honorer à traverser plutôt que à ne rien faire.

# BONNET

La gauche bretonne avait sans doute une dent contre Le Molard. Celui-ci est secrétaire général du S.I.V.O.M. de Belle-Ile-En-Mer, il est aussi, accessoirement et essentiellement, c'est une question de point de vue, l'agent électoral de Christian Bonnet sur l'île. En plus il trouvait le temps et même l'argent pour acheter des cinémas un au Palais, un à Larmor, un à Quiberon, un quatrième en gérance à Hennebont. Il s'en offrait comme ça presque un par an. C'est là-dessus que la gauche l'a coté. Le code des communes en son article L-411-10 interdit aux agents communaux de se livrer à des activités lucratives. Si Le Molard ignorait son protecteur Bonnet aurait pu lui dire. Voyons, un ministre de l'intérieur, c'est le futur (labour) des communes et ça devrait rappeler ses agents électoraux communaux au respect de la légalité.

En fait c'est le sous-préfet qui est chargé de ce rappel. Vous démissionnez de votre poste ou vous mettez vos crâmes en gérance dépanché-LA, pas très incriminatif à Le Molard, par président de S.I.V.O.M. interpellé. Mais si vous partez ou vous regrettez bien lui fait-il savoir : vous êtes si compétent, si dynamique, si qualifié, inimitable. Pour un peu il s'excuserait.

# RPR(S)

Jacques Cressard, député R.P.R. d'Ille et Vilaine préside le comité départemental de soutien à Michel Debret. François Duouan, député R.P.R.

# CHOC

Jean-Claude Crozier, le R.P.R. conseiller de Lorient a dû avoir un drôle de choc en voyant la dernière page de «Matin» dans du 24 février. Sa photo s'y était sur deux ou trois colonnes sous le titre «Le corbeau s'est suicidé». Crozier d'accord, mais suicidé il courait. Enfin en étant il s'est rassuré. Il y avait écrit sur la personne. L'article parlait d'un autre homme, porté comme lui sur la littérature anonyme qui a mis fin à ses jours. Et le journal s'était simplement trompé de photo. A cause de la ressemblance de plumage sans doute.

# CHIRAC

Giscard avait promis une charte culturelle à l'Île-Ré. Chirac a voté la culture lorientaise à Pontivy. Comme à la pu car il n'y connaît pas grand chose. Il n'a d'ailleurs pas beaucoup insisté sur le sujet juste ce qu'il faut pour avoir l'air dans le coin.

Il parait qu'il faut prendre sa venue en Bretagne le week-end de la culture lorientaise à Pontivy. Il y commencerait sa tournée électorale. Court sur la culture il est un peu plus allongé sur l'agriculture. Il forge la clientèle F.N.S.E.A. Il n'aure pas cette des antinomies. Au Guilvinec il lui fait un accueil chaleureux ce qui a valu à quelques-uns d'être coisueux pour moi par la queue.

À Ouessant il a été mortifié. Il voulait visiter la tour porte-écus. La permission avait été demandée au ministère des Transports. Qui l'avait refusée. C'est Giscard qui doit l'acquiescer. Alors pas de visite les-majesté.



Photo: A. P. / A. P.

# BOUCHARD

Le P.S.U. Bretagne n'a pas du tout aimé ce que Michel Rocard a dit en Bretagne. Sur le nucléaire il a trouvé faux-cul. Non à Plogoff non quand même à un peu, et peut-être même un petit peu plus de nucléaire, ça va dire quoi ? C'est parti le nucléaire rencontre la même opposition qu'à Plogoff. Le P.S.U. ne pourra pas médifiquement changer de couleur site après. Sur le sujet, Rocard ou son parti sont soupçonnés d'être un peu caméléon.

Michel Rocard n'a pas plus convaincu les camarades de son P.S.U. de jeunesse sur la régionalisation. C'est le sergent de mer qui rapporte à chaque échéance électorale. Et pourquoi ça s'oppose que la régionalisation du P.S. n'a aucune base économique, qu'elle ne remet pas en cause le développement productiviste actuel et qu'elle ne peut donc rien changer à la marginalisation de croissance de la Bretagne. Là, le P.S.U. Bretagne regisse son idée d'auto-finance énergétique. Et il compte sur sa candidate Huguette Bouchard pour répondre comme il convient à 19 mars à Saint-Brieuc, à ce faux-frère de Michel Rocard et éventuellement à Chirac, encore qu'avec celui-ci ça n'en vaille guère la peine !

# BOULES

«Boule Lorientaise sera élu candidat les-breton Olivier Lassoquin à l'Élysée. Si, si !»



Amélie Kerloc'h

La manifestation organisée le 6 février au domicile de Mme Gourou, la secrétaire de la section communiste, et les suites qu'elle a eues, ont beaucoup agité Plogoff. Comment appréciez-vous cette forme d'action ?

AMÉLIE KERLOC'H. Ce vendredi soir la manifestation n'était pas partie contre Mme Gourou puisque la première manifestation avait eu lieu à la mairie de Plogoff. C'est une lettre du conseiller général Henri Cozart, le maire de cette commune, qui avait entraîné les antimilitaristes. Ils étaient donc allés à la mairie de Plogoff. Ils n'ont pas pu discuter avec le maire. Ils lui ont pris son siège et quelques petits matériels, machines à coudre... Enfin, je n'étais pas. Le siège du maire c'est un peu marquant. C'est un geste symbolique. Le reste, je ne suis pas trop d'accord. Un outil de travail enlevé à des employeurs, ce n'est pas à approuver.

A partir de là les antimilitaristes se sont dit, pourquoi ne pas aller demander des comptes à Mme Gourou par la même occasion. Il faut que je vous dise que ça faisait un bout de temps qu'il y pensaient. Bon ? On ne peut pas être d'accord avec ce genre d'action, étant donné qu'il s'agit d'un domicile privé et qu'il y a eu des détériorations : une voiture et un peu aussi dans le jardin, je crois. Ils auraient dû lui demander d'organiser une réunion publique pour qu'elle explique la position de son parti qui jusqu'en 1979 était avec nous.

La section communiste a-t-elle fait partie du comité de défense ?

A.K. - Oui et en 1976 les gens du P.C. étaient avec nous sur les barricades quand on a empêché EDF de faire les sondages de terrain. En 1978, le président du groupe communiste au Conseil Général du Finistère, Jean-Pierre Jouy, nous a très bien défendus et il est même venu personnellement nous montrer la maquette de la centrale. En 1979, dans leur journal "L'Assommoir", ils nous ont écrit un article contre la centrale. Et Michel Mazéas après son voyage à Harrisburg, nous a dit lors d'une projection du "Symétrie électrique" un accident tel que vous l'avez vu dans le film peut arriver à Plogoff et il sera toujours contre la centrale.

Donc sans excuser le geste des antimilitaristes vis-à-vis de Mme Gourou, ou la centrale. Vous parlez de gens de Plogoff en d'ailleurs ?

A.K. - Ce sont les gens de la commune. Mais enfin, en tant que maire je reste un peu en retrait pour pouvoir superviser le tout et prendre position. Le soir de la manifestation, par exemple, je me suis rendu avec deux collègues chez Mme

# INTERVIEWS



Michel Mazéas

« Avec mes camarades, on a toujours discuté, quelquefois avec beaucoup de vigueur. C'a été très violent... »

## PLOGOFF - P.C. SOUS HAUTE TENSION

Rien n'allait plus très bien entre Plogoff et le parti communiste depuis qu'en février 1979, Georges Marchais avait dit à Rennes et répété à Carhaix que si le site convenait il fallait y construire une centrale. Tout allait encore plus mal depuis que le même Georges Marchais avait redit plus brutalement, à Brest, qu'il fallait construire la centrale à Plogoff. Et rien ne va plus depuis que, d'un côté le comité de défense et allié demander des comptes à la secrétaire de la section communiste du Cap, Jacky Gouriou et, que de l'autre, les responsables du P.C. ont réagi en venant à Plogoff. Passé le temps des réactions passionnelles, chacun s'explique et se justifie. Amélie Kerloc'h, maire de Plogoff dit pourquoi elle comprend sans l'approuver la démarche des antimilitaristes au domicile de Mme Gourou et rappelle les raisons de son opposition à la centrale. Michel Mazéas, maire communiste de Douarenez, raconte comment après avoir aussi combattu ce projet alors que son parti l'approuvait, il s'y est finalement rallié. Ces deux maires se connaissent bien. Membre du parti communiste jusqu'en 1977, Amélie Kerloc'h a été la suppléante de Michel Mazéas aux élections législatives de 1973.

Et puis on nous a proposé Plogoff. Alors, vous savez, Brestmilit' c'est 70 mégawatts, Plogoff c'est 3200 mégawatts, avec des conditions de refroidissement pas très claires, un dimensionnement qui me paraissait démentiel. J'ai posé des questions au plus haut niveau sur la sécurité. Les premières réponses ne m'ont pas convaincu. Et je suis resté sur ces positions, bien qu'étant des positions de développement du nucléaire, avec des doutes sur ce qu'on proposait à Plogoff. Alors on m'a proposé de visiter un certain nombre de centrales. Il est toujours étonné pour une préfecture d'avoir allié à un maire d'une ville importante proche du site qui n'est pas favorable au projet. C'est ainsi qu'on a voulu m'emmener à Chalon. La veille du départ, le secrétaire général de la préfecture essayait encore de me convaincre d'y aller. J'avais dit : non, ça n'avait rien à voir avec Plogoff. Ce qui m'intéressait en revanche c'était d'aller visiter quelque chose qui correspondait au site. Un jour on m'a proposé de faire un voyage aux USA. Je ne pouvais pas refuser puisqu'on me présentait au nom d'Edward Brooke en 1978 la visite de Three Miles Island n'a eu finalement lieu qu'en septembre 1979, après



Les communistes entourant Madame Gourou. On n'est jamais sûr de son papier ces choses-là.

l'accident. En suis revenu profondément troublé par la manière dont cet accident s'était produit. Et j'en ai conclu trois choses : on avait affaire à une technique fondamentale qui était dangereuse, à une technologie qui était déficiente et à un personnel qui n'était pas qualifié. Des lors ma position était relativement définitive : ce n'était plus possible qu'on fasse construction de ces choses-là.

C'était une position originale par rapport à votre parti... Au départ la position du parti était beaucoup plus développée que la mienne. En plus de la sécurité il posait les problèmes de la francisation de la filière et refusait l'introduction de la licence américaine.

MICHEL MAZÉAS. - C'est vrai, il y avait en la déclaration de Georges Marchais et en tant que communiste j'accorde une certaine importance aux déclarations de mon secrétaire général. Mais on avait déjà de très grandes discussions. Lorsque j'ai dû aller à Harrisburg je suis allé en tant que maire de Douarenez avec mes camarades de la délégation pour savoir si je devais y aller ou pas, parce qu'on n'était pas tout d'accord. La fête m'a dit ce jour que je ne suis pas allé, c'est ce que je regrette. On a eu des assemblées de militants très longues et il y avait quatre à cinq cents personnes. Et ça discutait ferme. Un jour c'est Lajoinie qui m'a expliqué en dix-huit ans, je suis de la Finistère, je voudrais le voir parce qu'il y a quelque chose qui ne colle pas dans ce que tu dis. Je voudrais décrire les choses que vous avez dites. On s'est retrouvé à Concarneau et puis on a discuté et bavardé.

MICHEL MAZÉAS. - C'est vrai, ça n'avait rien à voir avec Plogoff. Ce qui m'intéressait en revanche c'était d'aller visiter quelque chose qui correspondait au site. Un jour on m'a proposé de faire un voyage aux USA. Je ne pouvais pas refuser puisqu'on me présentait au nom d'Edward Brooke en 1978 la visite de Three Miles Island n'a eu finalement lieu qu'en septembre 1979, après

l'accident. En suis revenu profondément troublé par la manière dont cet accident s'était produit. Et j'en ai conclu trois choses : on avait affaire à une technique fondamentale qui était dangereuse, à une technologie qui était déficiente et à un personnel qui n'était pas qualifié. Des lors ma position était relativement définitive : ce n'était plus possible qu'on fasse construction de ces choses-là.

C'était une position originale par rapport à votre parti... Au départ la position du parti était beaucoup plus développée que la mienne. En plus de la sécurité il posait les problèmes de la francisation de la filière et refusait l'introduction de la licence américaine.

MICHEL MAZÉAS. - C'est vrai, il y avait en la déclaration de Georges Marchais et en tant que communiste j'accorde une certaine importance aux déclarations de mon secrétaire général. Mais on avait déjà de très grandes discussions. Lorsque j'ai dû aller à Harrisburg je suis allé en tant que maire de Douarenez avec mes camarades de la délégation pour savoir si je devais y aller ou pas, parce qu'on n'était pas tout d'accord. La fête m'a dit ce jour que je ne suis pas allé, c'est ce que je regrette. On a eu des assemblées de militants très longues et il y avait quatre à cinq cents personnes. Et ça discutait ferme. Un jour c'est Lajoinie qui m'a expliqué en dix-huit ans, je suis de la Finistère, je voudrais le voir parce qu'il y a quelque chose qui ne colle pas dans ce que tu dis. Je voudrais décrire les choses que vous avez dites. On s'est retrouvé à Concarneau et puis on a discuté et bavardé.

MICHEL MAZÉAS. - Enocrement, parce que j'ai senti à ce moment-là qu'il y avait, là, un combat d'une population qu'on était en train de déstabiliser. Et ce n'est pas la population de Plogoff qui fait ça, c'est un comité de défense composé de gens que je considère, moi, comme des adversaires politiques.

Et maintenant vous êtes favorable à la centrale... Oui, mais si ce n'est pas déterminé complètement à me retirer du combat de Plogoff contre la centrale, je suis allé à la dernière manifestation après l'annonce. J'ai participé à la marche de Plogoff à la pointe du Raz, ce qui signifie que mon changement d'attitude n'est pas fait du jour au lendemain. Il est fait d'une série de choses de cette nature-là. Malheureusement les hostilités des hommes, n'ont pas placé dans cette société, et à partir du moment où on a décidé de voter de chacun d'entre nous un portrait aujourd'hui il pense ça, hier il pensait autrement. Ce n'est pas hier et aujourd'hui parce qu'entre hier et aujourd'hui il y a eu ma maison. Et pendant la nuit on

peut participer aux premières manifestations lorsqu'on commence les mises de terre, le site n'est pas allé plus loin que le deltaire d'eau d'Esquibien, parce que sur ce deltaire d'eau était en grand "Plogoff". Kaboul même mentionne. Alors, moi, je suis communiste ! Et à partir du moment où on veut m'insérer dans des manifestations à une dénonciation de la politique de mon parti, j'ai le droit de demander qui a raison dans cette affaire. Je suis qui j'écrivais "Plogoff" Kaboul même mentionne, ou les communistes quand ils disent que sur Plogoff il faut construire une centrale, me change pour que la Bretagne ait un développement économique harmonieux ? J'ai fait demi-tour, uniquement sur cette réaction. Pour moi ce n'était pas possible qu'on fasse un parti amalgamé. Ce n'est pas moi qui ai choisi. Ce sont ceux qui avaient écrit sur le deltaire d'eau d'Esquibien que Kaboul et Plogoff c'était la même chose. A partir de ce moment là, ils me rejettent de leur combat.

Ca a peut-être l'air de votre chernobyl... MICHEL MAZÉAS. - Enocrement, parce que j'ai senti à ce moment-là qu'il y avait, là, un combat d'une population qu'on était en train de déstabiliser. Et ce n'est pas la population de Plogoff qui fait ça, c'est un comité de défense composé de gens que je considère, moi, comme des adversaires politiques.

Et maintenant vous êtes favorable à la centrale... Oui, mais si ce n'est pas déterminé complètement à me retirer du combat de Plogoff contre la centrale, je suis allé à la dernière manifestation après l'annonce. J'ai participé à la marche de Plogoff à la pointe du Raz, ce qui signifie que mon changement d'attitude n'est pas fait du jour au lendemain. Il est fait d'une série de choses de cette nature-là. Malheureusement les hostilités des hommes, n'ont pas placé dans cette société, et à partir du moment où on a décidé de voter de chacun d'entre nous un portrait aujourd'hui il pense ça, hier il pensait autrement. Ce n'est pas hier et aujourd'hui parce qu'entre hier et aujourd'hui il y a eu ma maison. Et pendant la nuit on

peut participer aux premières manifestations lorsqu'on commence les mises de terre, le site n'est pas allé plus loin que le deltaire d'eau d'Esquibien, parce que sur ce deltaire d'eau était en grand "Plogoff". Kaboul même mentionne. Alors, moi, je suis communiste ! Et à partir du moment où on veut m'insérer dans des manifestations à une dénonciation de la politique de mon parti, j'ai le droit de demander qui a raison dans cette affaire. Je suis qui j'écrivais "Plogoff" Kaboul même mentionne, ou les communistes quand ils disent que sur Plogoff il faut construire une centrale, me change pour que la Bretagne ait un développement économique harmonieux ? J'ai fait demi-tour, uniquement sur cette réaction. Pour moi ce n'était pas possible qu'on fasse un parti amalgamé. Ce n'est pas moi qui ai choisi. Ce sont ceux qui avaient écrit sur le deltaire d'eau d'Esquibien que Kaboul et Plogoff c'était la même chose. A partir de ce moment là, ils me rejettent de leur combat.

Ca a peut-être l'air de votre chernobyl... MICHEL MAZÉAS. - Enocrement, parce que j'ai senti à ce moment-là qu'il y avait, là, un combat d'une population qu'on était en train de déstabiliser. Et ce n'est pas la population de Plogoff qui fait ça, c'est un comité de défense composé de gens que je considère, moi, comme des adversaires politiques.

Et maintenant vous êtes favorable à la centrale... Oui, mais si ce n'est pas déterminé complètement à me retirer du combat de Plogoff contre la centrale, je suis allé à la dernière manifestation après l'annonce. J'ai participé à la marche de Plogoff à la pointe du Raz, ce qui signifie que mon changement d'attitude n'est pas fait du jour au lendemain. Il est fait d'une série de choses de cette nature-là. Malheureusement les hostilités des hommes, n'ont pas placé dans cette société, et à partir du moment où on a décidé de voter de chacun d'entre nous un portrait aujourd'hui il pense ça, hier il pensait autrement. Ce n'est pas hier et aujourd'hui parce qu'entre hier et aujourd'hui il y a eu ma maison. Et pendant la nuit on

peut participer aux premières manifestations lorsqu'on commence les mises de terre, le site n'est pas allé plus loin que le deltaire d'eau d'Esquibien, parce que sur ce deltaire d'eau était en grand "Plogoff". Kaboul même mentionne. Alors, moi, je suis communiste ! Et à partir du moment où on veut m'insérer dans des manifestations à une dénonciation de la politique de mon parti, j'ai le droit de demander qui a raison dans cette affaire. Je suis qui j'écrivais "Plogoff" Kaboul même mentionne, ou les communistes quand ils disent que sur Plogoff il faut construire une centrale, me change pour que la Bretagne ait un développement économique harmonieux ? J'ai fait demi-tour, uniquement sur cette réaction. Pour moi ce n'était pas possible qu'on fasse un parti amalgamé. Ce n'est pas moi qui ai choisi. Ce sont ceux qui avaient écrit sur le deltaire d'eau d'Esquibien que Kaboul et Plogoff c'était la même chose. A partir de ce moment là, ils me rejettent de leur combat.

Ca a peut-être l'air de votre chernobyl... MICHEL MAZÉAS. - Enocrement, parce que j'ai senti à ce moment-là qu'il y avait, là, un combat d'une population qu'on était en train de déstabiliser. Et ce n'est pas la population de Plogoff qui fait ça, c'est un comité de défense composé de gens que je considère, moi, comme des adversaires politiques.

Et maintenant vous êtes favorable à la centrale... Oui, mais si ce n'est pas déterminé complètement à me retirer du combat de Plogoff contre la centrale, je suis allé à la dernière manifestation après l'annonce. J'ai participé à la marche de Plogoff à la pointe du Raz, ce qui signifie que mon changement d'attitude n'est pas fait du jour au lendemain. Il est fait d'une série de choses de cette nature-là. Malheureusement les hostilités des hommes, n'ont pas placé dans cette société, et à partir du moment où on a décidé de voter de chacun d'entre nous un portrait aujourd'hui il pense ça, hier il pensait autrement. Ce n'est pas hier et aujourd'hui parce qu'entre hier et aujourd'hui il y a eu ma maison. Et pendant la nuit on

peut participer aux premières manifestations lorsqu'on commence les mises de terre, le site n'est pas allé plus loin que le deltaire d'eau d'Esquibien, parce que sur ce deltaire d'eau était en grand "Plogoff". Kaboul même mentionne. Alors, moi, je suis communiste ! Et à partir du moment où on veut m'insérer dans des manifestations à une dénonciation de la politique de mon parti, j'ai le droit de demander qui a raison dans cette affaire. Je suis qui j'écrivais "Plogoff" Kaboul même mentionne, ou les communistes quand ils disent que sur Plogoff il faut construire une centrale, me change pour que la Bretagne ait un développement économique harmonieux ? J'ai fait demi-tour, uniquement sur cette réaction. Pour moi ce n'était pas possible qu'on fasse un parti amalgamé. Ce n'est pas moi qui ai choisi. Ce sont ceux qui avaient écrit sur le deltaire d'eau d'Esquibien que Kaboul et Plogoff c'était la même chose. A partir de ce moment là, ils me rejettent de leur combat.

Le canard de nantes à brest

Le canard de nantes à brest

Le canard de nantes à brest







# QUAND LE BATIMENT VA, TOUT VA...

(UN DES PREMIERS ROCK'AND'ROLL de BILL HALEY)



## Pourquoi Plogoff-Alternatives ?

PLOGOFF Alternatives est une association, née en 1981 qui s'est créée après l'explosion d'origine nucléaire à PLOGOFF.

Son but est de faire de PLOGOFF et de sa région une zone d'expérimentation et d'application des concepts renouvelés, pour montrer que le nucléaire est une impasse et faire l'énergie des pouvoirs publics en sa faveur.

La première étape est l'information de la population sur les aspects énergétiques et les possibilités d'application des énergies renouvelables.

La seconde étape est l'aide financière à des réalisations collectives ou individuelles dans la région.

Actuellement nous aidons ainsi agriculteurs à réaliser chez eux des installations de production de gaz de ferme.

Il faut éviter qu'aider à de telles réalisations coûte cher. Pour aider PLOGOFF à poursuivre la lutte et le gagner, il faut que chacun se sente concerné et soit prêt à nous aider.



## Pourquoi une maison autonome ?

Actuellement il existe des maisons solaires, des maisons bioclimatiques, des Adoblocs, etc... mais pour de moins utiliser toutes ces énergies renouvelables.

En ce moment un concours est lancé pour un grand modèle d'architecture française pour l'habitat rural de ce pays.

Un jury désignera en avril 81 le gagnant.

Le début des travaux est fixé à l'été 81, pour le gros œuvre vous serez agrippés à temps.

Les parties plus spécialisées, seront confiées à des artisans locaux.

Le coût d'une telle réalisation est estimé à 700 000 F pour une grande salle de réunion et d'exposition de 100 m<sup>2</sup> et une partie bureau et logement d'environ 100 m<sup>2</sup>.

## QUOI QUE NOUS RÉSERVE L'AVENIR CETTE MAISON SERA CONSTRUITE ET REPRÉSENTERA NOTRE FOI EN UN AVENIR SANS NUCLEAIRE



Le Développement des énergies renouvelables est au cœur de la lettre de Plogoff. Huguette Le Boer. Plogoff

**Bulletin de souscription**

NOM : \_\_\_\_\_  
 PRENOM : \_\_\_\_\_  
 ADRESSE : \_\_\_\_\_  
 PROFESSION : \_\_\_\_\_

Je soussigné(e) verse la somme de 50 F ou 100 F ou 200 F ou 300 F ou 400 F ou 500 F ou 1000 F

Je soussigné(e) verse la somme de 100 F ou 200 F ou 300 F ou 400 F ou 500 F ou 1000 F

Signature : \_\_\_\_\_

À envoyer à : PLOGOFF ALTERNATIVES, 6 P. 10, PLOGOFF, 29100 QUIMPER.

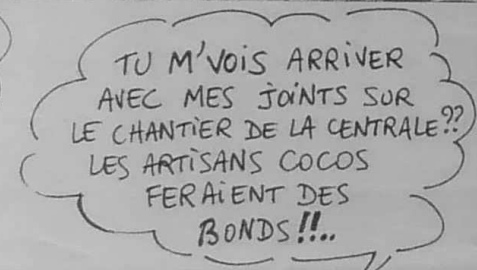
LES SOUSCRIPTIONS SONT TENUES SEULEMENT DE LA RÉALISATION DE CETTE MAISON ET DE L'ÉVÉNEMENT TRAVAIL.

## Une maison autonome à PLOGOFF-Ti-Planedenn

NOUS PRÉVOYONS POUR LES MOIS À VENIR UN PROJET D'ENVERGURE QUI MARQUERA NOTRE DÉTERMINATION, ET LA VÔTRE...  
**« Une maison autonome »**



L'EDF DEVRAIT LANCER AUSSI UN CONCOURS POUR LE PROJET DE CENTRALE!!... ÇE SERAIT PAS TRISTE!!



TU M'VOIS ARRIVER AVEC MES JOINTS SUR LE CHANTIER DE LA CENTRALE?? LES ARTISANS COCOS FERAIENT DES BONDS!!...

LES RAPACES DU BÉTON ATTENDENT, PRÊTS À SE JETER SUR LE CHANTIER DE LA CENTRALE, SUR LE PORT NUCLEAIRE DE DOUARNENEZ, SUR LES LOGEMENTS À CONSTRUIRE, SUR LES ABRIS ANTI-ATOMIQUES (voir ci-dessous l'article de OUEST-FRANCE, du 12.02.81).

CHAMBRE DE METIERS DU FINISTÈRE  
 22-24, rue Jean Jaurès  
 SYNDICAT DÉPARTEMENTAL DES ARTISANS DU BÂTIMENT 29102 QUIMPER SYNDICAT DES ÉLECTRICIENS 61, rue Jules Ferry 29200 B. E. E. S. T.  
 27, rue Jean Jaurès 29200 QUIMPER  
 29000 QUIMPER  
 Tél. 90.24.10 Tél. 44.22.94

QUIMPER, le 21 Avril 1980

Monsieur,

La procédure d'enquête publique concernant le projet d'implantation d'une Centrale Nucléaire à PLOGOFF est terminée.

Sans préjuger du résultat de cette enquête, nous avons pensé qu'il serait utile d'évaluer les possibilités d'intervention des entreprises artisanales sur de grands chantiers.

Vous trouverez, ci-joint, pour information, un tableau présentant succinctement les travaux susceptibles de concerner les entreprises artisanales en interventions individuelles ou groupées.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous faire savoir, dans les meilleurs délais, si votre entreprise est directement intéressée par ces travaux, en vous adressant, soit au Service Économique de la Chambre de Métiers, soit au Syndicat Départemental des Artisans du Bâtiment, soit au Syndicat des Électriciens.

Ceci nous permettra de vous apporter des informations complémentaires, et de faire valoir, dès à présent, vos droits éventuels auprès du Maître d'Ouvrage.

Dans l'attente,

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

LE PRÉSIDENT, LE PRÉSIDENT, LE PRÉSIDENT.  
 A. BLAYO. F. QUENTEL. Plogoff

### La survie une affaire commerciale aussi

DOUARNENEZ. - Le contexte d'anxiété à Plogoff a vraiment des prolongements surprenants, y compris sur le plan commercial: un Quimperois s'appropriant à construire une maison individuelle à Plogoff vient de recevoir, d'une société privée, une lettre libellée comme suit:

« Vous envisagez de faire construire votre demeure et vous n'avez sûrement pas songé à prévoir un abri anti-atomique dans votre construction. Dans un environnement de plus en plus tendu:

- sur le plan civil (centrales nucléaires, usines chimiques et bactériologiques);
- sur le plan militaire (bombes atomiques, chimiques, bactériologiques).

« Nous pensons qu'il est temps d'envisager notre protection et c'est pourquoi nous pouvons vous proposer, dans votre sous-sol, la possibilité de monter un abri anti-atomique. Si cette proposition vous intéresse, il suffira de nous renvoyer le bulletin ci-joint ou de prendre rendez-vous.

Suit le post-scriptum suivant: « Nous tenons à vous informer que le fait de prévoir un abri anti-atomique au départ de votre construction diminue de façon très sensible le coût de l'opération par rapport à un abri individuel construit dans votre jardin. En cas de contestation, le Tribunal de Brest sera seul compétent ».

La lettre est signée de la Société Survie 2000 qui se dit spécialiste de la « construction de tous immeubles essentiellement dans le domaine de la protection civile ». A l'en-tête de la lettre, un emblème très évocateur, des neutrons gravitant autour du noyau d'un atome.

